

Amandine Crespy Cevipol/ULB – acrespu@ulb.ac.e

Gauche « eurosceptique » et gauche de gouvernement : entre incitation et démarcation. Une analyse comparée des mobilisations contre la « directive Bolkestein » en France et en Allemagne.

Les protestations provoquées par le projet de « directive Bolkestein » ont marqué de manière impressionnante l'histoire récente de la politique européenne. Dans le sillage de l'agenda lié à la stratégie de Lisbonne, l'objectif de ce projet était de stimuler le commerce intra-européen des services et ainsi d'améliorer la compétitivité de l'UE sur les marchés globaux. Trois caractéristiques du texte proposé par le Commissaire européen pour le marché intérieur, Frits Bolkestein, ont été particulièrement contestées : i) son champ d'application très large incluant un grand nombre de services d'intérêt général (services publics) ; ii) les dispositions affectant le cadre réglementaire mis en place avec la directive sur le détachement des travailleurs de 1996¹; ii) et le principe du pays d'origine². Bien au-delà des dispositions contenues dans la proposition de directive, la « directive Bolkestein » a déclenché un vaste débat sur la nature économique et sociale du capitalisme européen. La contestation à l'égard de ce projet est venue de toutes parts, mais tout particulièrement de la gauche au sein de plusieurs Etats membres. En France comme en Allemagne, la gauche radicale s'est emparée du sujet pour mobiliser dans sa lutte contre « l'Europe néo-libérale ». Ce conflit (au sens de *contentious episode*) est un cas tout à fait intéressant pour l'étude des relations entre politique nationale et politique européenne. L'objectif ici est d'explorer l'impact de la politisation³ des questions européennes ainsi que de l'intrication des jeux politiques aux niveaux national et européen sur les dynamiques de compétition, à la gauche du spectre politique, entre des forces politiques radicales et souvent décrites comme étant « eurosceptiques » (en raison de leur positionnement critique vis-à-vis de l'intégration européenne) et des organisations dites *mainstream* et pro-européennes. Alors que l'analyse est centrée sur les partis politiques de gauche en France et en Allemagne, la prise en compte – certes moins approfondie – des acteurs non partisans (syndicats et d'autres organisations de gauche comme Attac) s'avère également nécessaire pour saisir la logique des changements à l'œuvre. La démarche comparatiste doit permettre d'identifier les phénomènes liés aux contextes nationaux et ceux qui s'inscrivent dans des évolutions communes au sein du système politique multi-niveaux européen. La France et l'Allemagne sont deux cas intéressants en ce qui concerne la directive

¹ 96/71EC

² D'après ce principe, une entreprise peut fournir un service dans un autre Etat membre (dans lequel elle n'est pas formellement établie) selon le droit de son pays d'origine, à l'exception de la plupart des règles sociales concernant le travail où la directive 96/71CE s'applique (droit du pays de destination). Le pays de destination conserve le droit d'imposer ses propres règles dans un nombre limité de cas. Les juristes ne sont pas unanimes sur la question de savoir si le principe du pays d'origine est équivalent à la reconnaissance mutuelle établie pour la circulation des marchandises. Ce principe est un outil pour une intégration négative rapide et contraste avec le principe d'harmonisation des règles.

³ Nous entendons par politisation l'émergence d'un débat non consensuel ayant une certaine visibilité dans l'espace public à travers notamment sa médiatisation.

services puisque, si tous les deux ont pesé de tout sur le cours du processus législatif pour corriger le caractère dérégulateur du projet de la Commission, ils témoignent de dynamiques de mobilisation très différentes dans des contextes historiques, politiques, institutionnels et médiatiques radicalement opposés.

Au plan théorique, la notion d'eurosepticisme a fait l'objet d'un débat académique nourri, sans que la multiplication des typologies n'ait abouti, semble-t-il, à une conceptualisation réellement satisfaisante⁴. Toutefois, la pertinence de l'adéquation entre la nature euroseptique d'un parti et sa position périphérique au sein du système de parti auquel il appartient a été largement reconnue. Dans son article canonique intitulé "*Touchstone of dissent*"⁵, Paul Taggart démontre que les partis euroseptiques sont essentiellement des partis contestataires ou périphériques : ainsi, le positionnement sur les questions européennes serait le reflet d'un clivage départageant les partis « *mainstream* » ou pro-européens des partis marginaux et euroseptiques. Allant plus loin, certains auteurs ont considéré que l'eurosepticisme pouvait être utilisé comme un indicateur de populisme⁶. Cependant, la notion d'eurosepticisme semble être inévitablement affectée du défaut de "*conceptual stretching*"⁷. En outre, elle renferme une charge normative très importante qui en fait un outil politique puissant pour stigmatiser l'adversaire. Dans les termes de L. Neumayer⁸, il s'agit d'une « étiquette politique » plus que d'un concept de science politique. Pour ces raisons, la notion d'eurosepticisme ne semble pas particulièrement utile pour mieux comprendre les dynamiques induites par la critique de l'Europe au sein des espaces nationaux. Ainsi, nous tenterons d'interroger le sujet qui nous intéresse différemment : est-ce que l'utilisation politique des questions européennes reflète nécessairement une démarcation entre partis « *mainstream* » et partis radicaux ? Bien que « l'effet de barrière » soit démontré par de nombreuses analyses institutionnalistes, le potentiel « effet d'incitation » de la critique de l'intégration européenne mérite d'être plus largement exploré, comme le suggère Robert Harmsen⁹. Notre but sera donc ici d'étudier le « cas Bolkestein » comme cas démontrant à la fois des effets de barrière et d'incitation. Le postulat est que le thème politique lié à la directive a pu s'imposer dans l'espace public comme un objet légitime de contestation, réduisant ainsi les possibilités d'utilisation de l'étiquette euroseptique contre les critiques radicales du texte et, aud-delà, de l'orientation actuelle de l'intégration européenne. Au plan

⁴ Taggart Paul/ Szerbiak, Aleks (2003), "Theorising Party-Based Eurosepticism: Problems of Definition, Measurement and Causality", Sussex European Institute, Working Paper No 69; Kopecki, Petr/Mudde, Cas (2002) "The two sides of Eurosepticism. Party position on European integration in East Central Europe", *European Union politics*, 3(3), pp. 297-326; Rovny, Jan (2004), "Conceptualising Party-based Eurosepticism: Magnitude and Motivations", *Collegium*, n°29, pp. 31-47; Ray, Leonard (1999), "Measuring party orientations towards European integration: results from an expert survey", *European Journal of Political Research*, 36(2), pp. 283 -306; Pilet, Jean-Benoît and Van haute, Emilie (2007) "Les réticences à l'Europe dans un pays Europhile. Le cas de la Belgique", in Lacroix, Justine and Coman, Ramona (2007) *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Editions de l'ULB, 211-225.

⁵ Taggart, Paul (1998) "A touchstone of dissent : Eurosepticism in contemporary Western European party systems", *European journal of Political Research*, No 33, 363-388.

⁶ Hartleb, Florian (2007) „Party-based eurosepticism in Germany“, paper presented at the international Colloquium on "Europulisme, reconfiguration des jeux politiques "populists" en Europe", University of Paris X, Nanterre, 28-29 June 2007.

⁷ Sartori, Giovanni (1970) « Concept misformation in Political science », *The American Political Science Review*, 64(4), 1033-1053.

⁸ Neumayer, Laure (2007) „Eurosepticism as a political label: The use of European Union issues in political competition in the New Member States“, *European Journal of Political Research*, No 47, 135-160.

⁹ Harmsen, Robert (2005) "L'Europe et les parties politiques nationales: Les leçons d'un "non-clivage"", *Revue internationale de politique comparée*, 12(1), 77-94. Aussi : Harmsen, Robert (2007) "Is British Eurosepticism still unique? National exceptionalism in comparative perspective", in Lacroix, Justine and Coman, Ramona, op. cit., 69-92.

empirique, l'étude est basée sur un éventail de sources variées : presse proches de la gauche radicale, sites internet des groupes parlementaires, rapports parlementaires et comptes-rendus des sessions, entretiens avec des acteurs (parlementaires européens et activistes). Les deux grandes parties de cet article traiteront respectivement du cas français et allemand en mettant en évidence à chaque fois la nature de la mobilisation de la gauche radicale, les éléments témoignant des effets d'incitation ou de barrière.

1. En France : l'association au Traité constitutionnel et la 'gauchisation' du débat

1.1 La mobilisation du PC contre la « directive Bolkestein » : une aubaine pour la campagne référendaire de 2005

La contestation contre la directive européenne sur les services en France est indissociable du mouvement de protestation plus global contre « l'Europe néo-libérale » liée au référendum de mai 2005 sur le Traité constitutionnel. Le référendum et l'inévitable campagne ont en effet établi un contexte stratégique et de communication au sein de la sphère publique tout à fait favorable à une large mobilisation politique et sociale sur les questions européennes. A gauche, les mobilisations ont été emmenées par le Collectif national pour un non de gauche, un groupe composite dont l'acte fondateur est l'Appel des 200 publié dans *L'Humanité* dès octobre 2004, un réquisitoire contre le Traité constitutionnel, signé par quelques 200 personnalités issues des partis de divers partis (PC, LCR, gauche des Verts, Républicains) mais aussi de nombreux syndicats, ONG et groupes de la « société civile » (Attac, groupes féministes, écologistes, etc) ou encore par des artistes et intellectuels. Coordonnée par la Fondation Copernic, un jeune *think tank* proche du PC¹⁰, cette initiative de rassemblement des forces composites de la gauche radicale française a rapidement essaimé à travers toute la France jusqu'à 900 comités locaux au plus fort de la campagne. Face à la grande diversité de la gauche radicale française, nous centrons notre analyse sur le PC, qui s'est imposé comme un acteur central au sein de la campagne unitaire contre le Traité constitutionnel. Dans ce contexte, l'opposition à la directive Bolkestein s'est avérée être un puissant « carburant » puisqu'elle a « aidé [les militants engagés contre le traité] à illustrer ce que signifiait l'Europe libérale, les conséquences sociales, et à faire le lien entre les questions économiques et sociales et le référendum »¹¹. Une analyse systématique de la couverture du thème « Bolkestein » par *L'Humanité* montre que la chef du parti, Marie-Georges Buffet, comme le président du groupe GUE/NGL au Parlement européen, Francis Wurtz, se sont tous les deux emparés de la « directive Bolkestein » de manière importante. Sans être une panacée méthodologique, la traduction graphique de la couverture par le journal historique lié au PC permet de se faire une idée de la manière dont certaines personnalités ont cherché à mobiliser sur cette question spécifique, ainsi que du contexte général de communication autour de la directive, en premier lieu en ce qui concerne le public traditionnel de la gauche radicale. La graphique montre que la question a été évoquée surtout pendant la campagne référendaire au printemps 2005 (annexe 1). Si F. Wurtz a déclaré s'être efforcé d'attirer l'attention sur la directive services pendant la campagne pour les élections européennes de juin 2004, nous n'avons pu trouver de confirmation empirique de cela. En fait, la directive services émerge dans le paysage médiatique français grâce à la couverture par *L'Humanité* des mobilisations en Belgique avec la manifestation à Bruxelles de juin 2004 contre le projet

¹⁰ A l'époque, le Président de la Fondation était Yves Salesse, Conseiller d'Etat proche du PC. Claude Debons, syndicaliste et ancien membre de la Confédération générale du Travail (CGT) était le coordinateur du Collectif national.

¹¹ Entretien avec C. Debons, Paris, mars 2007.

de la Commission¹². L'écart entre le nombre d'articles relatant des faits de mobilisation ou des déclarations des deux leaders communistes, d'une part, et le nombre bien plus important d'articles commentant simplement le contenu du texte, de l'autre, témoigne de l'engagement spécifique de l'équipe éditoriale de *L'Humanité* sur cette question. En cela, le journal a été un véritable acteur de la mobilisation. Après la campagne référendaire, l'invocation de la « directive Bolkestein » contribua fortement au maintien de la mobilisation unitaire. Cela était toutefois plus lié aux velléités de « refondation de la gauche anti-libérale »¹³ en vue de l'élection présidentielle de 2007, horizon stratégique de tous les acteurs¹⁴, qu'au processus législatif européen lui-même. Ainsi, M. G. Buffet a largement fait appel au slogan « Bolkestein » dans la « campagne nationale de meetings »¹⁵ qu'elle a entamé dès septembre 2005 afin de se profiler comme la candidate unique du « camp du non ».

La mobilisation contre la directive Bolkestein fut également assurée par F. Wurtz, à la fois dans l'arène nationale et au niveau européen, tandis que l'autre député européen, le maire de Calais Jacky Hénin, ne semble pas s'être particulièrement engagé par rapport à cette question¹⁶. Outre sa présence lors de tous les grands événements organisés lors de la campagne et par la suite, F. Wurtz a assuré une communication constante sur le sujet de différentes manières. Il a largement commenté les développements du « dossier » au niveau européen ; il a constitué un relais entre le niveau national et européen en prenant par exemple part au grand meeting organisé en octobre 2005 et en publicisant dans la presse nationale, les conférences organisées par le groupe GUE/NGL du PE ou l'euromanifestation à Strasbourg en février 2006. En outre, deux parutions de sa tribune hebdomadaire dans *L'Humanité Dimanche* furent consacrées à la signification pour l'Europe de la « directive Bolkestein »¹⁷. Il s'efforça également de faire le lien avec d'autres questions européennes comme « l'affaire Waxholm » en Suède¹⁸ ou la directive sur la libéralisation des services portuaires¹⁹. Enfin, il utilisa la directive services pour délivrer des messages beaucoup plus généraux sur l'orientation néo-libérale de l'UE et des réflexions sur une vision alternative.

Au niveau européen, il fut très actif, principalement en raison de sa fonction de président du groupe GUE/NGL. Ici, le site du groupe parlementaire, qui contient des archives intégrales des activités et de la communication du groupe sur le sujet, fut très utile pour saisir l'ampleur de la mobilisation. En ce qui concerne strictement l'activité parlementaire, F. Wurtz a clairement endossé le rôle de porte-parole du groupe sur la question en intervenant lors de chaque discussion sur la directive pendant les sessions plénières (5 fois de décembre 2004 à novembre 2006)²⁰. L'activité se concentre en 2006 puis que l'année 2005 fut consacrée au travail au sein des commissions, mais aussi à la mobilisation en dehors de l'arène parlementaire *stricto sensu*. Or, le groupe GUE/NGL, F. Wurtz en tête, s'engagea activement dans une opération de mobilisation extra-parlementaire. Le groupe initia ou soutint activement l'organisation de rencontres entre des députés nationaux et européens, des

¹² 8 articles dans l'édition du 8 juin.

¹³ « La dynamique anti-libérale sur le terrain », 20.05.2006.

¹⁴ « J'ai participé à cinquante meetings sur la directive Bolkestein ou les services publics depuis septembre; chaque fois, les discussions se finissaient par : ok, mais on fait quoi en 2007? », Interview with C. Debons.

¹⁵ « Meeting mercredi à la Mutualité », *L'Humanité*, 20.02.2006.

¹⁶ Il n'est pas mentionné par le groupe GUE et seulement deux occurrences d'articles l'associant à la directive services furent trouvées pour l'ensemble de la période considérée.

¹⁷ « Capitulation », 13.11.2006 ; « Trois questions à méditer », 17.11.2006.

¹⁸ « Le modèle social suédois à l'épreuve de Waxholm », 04.11.2005.

¹⁹ « Les eurodéputés pourraient rejeter la directive portuaire », 18.01.2006 ; « Second camouflet pour la directive portuaire », 19.01.2006.

²⁰ La 14.12.2004, 18.01.2006, 14.02.2006, 04.04.2006 et 15.11.2006.

représentants de syndicats et de groupes de la « société civile » (Attac ou par exemple la Fédération internationale démocratique des femmes) en mettant à disposition les moyens disponibles au Parlement européen (salles de réunion, services de traduction, services de presse, etc)²¹. Trois conférences furent organisées au PE à Bruxelles²², une conférence et un meeting à Paris²³. Une délégation de la GUE menée par F. Wurtz se rendit au Forum social européen d'Athènes et y organisa une table ronde sur la directive services et le futur de l'Europe²⁴. F. Wurtz fut également en première ligne lors de tous les événements majeurs où la directive fut évoquée, comme le premier congrès du Parti européen de gauche à Athènes en octobre 2005 ou lors de la manifestation à Strasbourg le 11 février 2006. Les nombreuses déclarations publiques de F. Wurtz furent relayées par de nombreux communiqués de presse, briefings, ou *news* du groupe parlementaire, dans la presse ou sur leur site internet, dont le staff put ainsi assurer une communication quasi ininterrompue sur le sujet de décembre 2004 à décembre 2006²⁵. Bien que ces initiatives furent celles du groupe GUE/NGL et non du PC en tant que tel, F. Wurtz, en tant que président du groupe fit preuve d'un engagement personnel intense en relayant ces mobilisations dans la presse, en particulier la presse française, et assurant ainsi une bonne liaison entre la mobilisation du PC en France et au niveau européen.

1.2 L'effet d'incitation: lorsque la contestation devient un outil de légitimation

Dans le contexte de la campagne référendaire, le PC a pu se placer au centre d'un large « front uni de la gauche » contre « l'Europe néo-libérale ». En effet, l'opposition à la proposition de la Commission a engendré un consensus assez large au sein de la classe politique française (puisque même les partis de droite au gouvernement se sont alors positionnés de manière critique). Ainsi, la lutte contre « Bolkestein » est devenue un facteur de légitimation pour tous les acteurs, en particuliers pour les acteurs de gauche. Outre de nombreux partis et organisations de la gauche radicale, le « camp du non » à la Constitution incluait aussi des personnalités du PS. Jean-Luc Mélenchon, figure de l'aile gauche du parti (courant Nouveau Monde) s'est engagé relativement tôt dans la campagne unitaire emmenée par le Collectif national pour un non de gauche, c'est-à-dire tout de suite après le référendum interne du Parti socialiste sur la Constitution (et ce bien que les militants se soient prononcés majoritairement en faveur du traité). Henri Emmanuelli, ancien Secrétaire général du PS et co-animateur de Nouveau Monde, ainsi que Laurent Fabius, ancien Premier ministre, se positionnèrent également dans le camp du non. Bien qu'ils se maintinrent plus à distance de la campagne unitaire, il se profilèrent également comme porte-paroles de la « gauche de la gauche » (rappelons que Laurent Fabius incarnait historiquement plutôt l'aile droite du parti). Dans une perspective de sociologie organisationnelle des partis politiques développée par A. Panebianco²⁶, H. Emmanuelli and J.L. Mélenchon (mais pas L. Fabius) peuvent être considérés comme « relais » (ou “boundary personnel”), c'est-à-dire comme des « acteurs avec des relations privilégiées avec différentes parties de l'environnement »²⁷. L'activation

²¹ Entretien avec B. Schneider, assistant de l'eurodéputée de *Linkspartei* Gabi Zimmer, Février 2008.

²² Une première rencontre le 18.03.2005, une conférence le 12.09.2005 visant à préparer une journée d'action européenne qui eut lieu le 15 octobre, la conférence qui eut lieu le 12.01.2006 avait pour but de discuter la stratégie à suivre en vue de la première lecture au PE programme pour le 16.02.2006.

²³ 12.10.2005

²⁴ 04.05.2006

²⁵ 24 communiqué de presse dans cette période.

²⁶ Panebianco, Angelo (1988) *Political parties : Organization and Power*, Cambridge: Cambridge University Press.

²⁷ *Ibid.*, p. 205.

des relais dans la campagne s'est ainsi appuyée sur des contacts concrets entre la gauche radicale et l'aile gauche du PS qui s'étaient établis dès 2003²⁸ et s'intensifièrent en 2004²⁹. Davantage que le Traité constitutionnel, la « directive Bolkestein » fut un thème intégrateur pour l'ensemble de la gauche française. Pour les partisans de la ratification du Traité, le fait de dénoncer le caractère « néo-libéral » de la proposition de la Commission fut un moyen de ne pas rester en marge de la grande vague de protestation contre l'orientation de la construction européenne, bien que cela fut souvent fait de manière maladroite, comme lorsque Dominique Strauss-Kahn, représentant de la mouvance social-démocrate au sein du PS, publia une tribune dans *L'Humanité*, s'attaquant à la « circulaire » Bolkestein³⁰. Par ailleurs, la PC et le PC formèrent, à l'Assemblée nationale, un même bloc de gauche réclamant le retrait de la proposition de directive. Lors du débat de mars 2005, le groupe communiste et républicain ne présenta pas d'amendement au rapport d'Anne-Marie Comparini (UDF) soumis à la plénière pour le vote d'une résolution. Cela s'explique par le fait que le PS lui-même présenta deux amendements appelant la Commission à retirer sa proposition. Mais de manière plus significative, il est clair que toute la stratégie du PC était focalisée sur l'échec de la ratification du Traité constitutionnel, vu comme le seul moyen d'obtenir effectivement le retrait de la proposition de directive, plus que des résolutions parlementaires visant à exercer une pression sur la Commission européenne³¹. En 2006, le groupe communiste initia une proposition de résolution. Ici encore, l'argumentaire se référa essentiellement au Traité constitutionnel : puisque les électeurs avaient clairement rejeté la logique né-libérale du Traité, la sentence démocratique devait être entendue et la proposition de directive retirée³². Ce fit alors au PS de soutenir cette résolution. Cependant, il est intéressant de souligner que, à la fois en 2005 et 2006, seuls les opposants au Traité constitutionnel (au sein du PS) ont pris la parole à l'Assemblée sur la directive Bolkestein.

Comment expliquer le fort effet d'incitation engendré par la mobilisation de la gauche radicale sur les questions européennes en 2004-2006, incitation qui a fortement déstabilisé le PS? La défaite catastrophique de Lionel Jospin aux élections présidentielles de 2002 avait provoqué un véritable traumatisme au sein du PS et considérablement renforcé la gauche du parti. Sur le plan idéologique, on observe, à travers les motions déposées aux congrès successifs du parti de 2002 à 2005, un tournant à gauche, qui se traduit par un rapprochement des thèses de la gauche radicale et des cadres cognitifs transmis par le mouvement altermondialiste³³. Au-delà de 2002, les liens entre le PS et la gauche radicale en rapport avec les questions européennes s'inscrivent dans l'histoire du PS lui-même. En effet, de

²⁸ A la suite de l'élection présidentielle de 2002, l'Appel Ramulaud "pour une alternative de gauche" a été lancé en 2003. Cette initiative impliquait des représentants de tous les partis de la gauche radicale (et l'aile gauche des verts), des Républicains proches de J. P. Chevènement, ainsi que des amis de J. L. Mélenchon.

²⁹ Entretien avec C. Debons, Mars 2007, Paris.

³⁰ « Retrait immédiat de la circulaire européenne sur les services! », par D. Strauss-Kahn, *L'Humanité*, 21.05.2005.

³¹ « Disons cependant clairement que la décision que vous allez prendre ne changera pas grand-chose quant au fond, si elle vous permettra peut-être de mordiller les mollets de la Commission (...) il est clair que sera seul décisif le choix du peuple français lors du référendum sur la Constitution européenne (...) En effet, c'est le principe de la « concurrence libre et non faussée », présent dans le traité constitutionnel, qui fonde la directive Bolkestein (...) Voilà pourquoi la seule solution désormais est que les consciences s'éveillent grâce au débat référendaire et que le non l'emporte. Nous pourrions alors construire une autre Europe, loin des dérives de l'Acte unique et de Maastricht » Assemblée nationale, Compte rendu intégral, 175^{ème} séance, 15.03.2005.

³² Assemblée nationale, Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, n° 2923, 02.03.2006.

³³ Cf Crespy, Amandine (2008) "Dissent within the French Socialist Party over the European Constitutional Treaty: Between Response to Anti-Globalization Protest and Intra-Party Tactics", *French Politics*, 2008/6, 23-44.

nombreuses études sur le PS (comme son prédécesseur la SFIO) l'ont caractérisé comme un parti marqué par un fort factionnalisme et une cohésion interne plutôt faible³⁴. L'existence d'une aile gauche hostile à l'intégration européenne était déjà problématique dans les années 1950, comme en témoigne la querelle sur la Communauté européenne de défense. Plus tard, l'alliance du PS avec le PC a été promue par F. Mitterrand dans les années 1970 et 1980. La stratégie « d'union de la gauche » a obligé le PS à prendre en compte les critiques du partenaire communiste, comme de l'aile gauche du parti, envers la construction européenne³⁵. Dans les années 1980 et 1990, la posture critique de la gauche du parti a été contenue, mais elle est demeurée latente. Ainsi, la déstabilisation du parti par la contestation de gauche sur les questions européennes est une dynamique bien ancrée dans l'histoire du PS. L'effet d'incitation en 2005 se traduit notamment par le fait que, parmi des partis membres du Parti socialiste européen, le PS français (avec le PS belge) est le seul parti à voter contre le compromis final sur la directive services en deuxième lecture au Parlement européen. Si certains ont espéré une scission de l'aile gauche du PS³⁶, cela ne se produit pas. En fait, l'effet d'incitation s'est plutôt manifesté par un consensus fortement légitimant contre la directive services et une internalisation des critiques envers l'Europe au sein même du parti.

1.3 Effet de barrière et stratégie de renouveau

Le pendant de l'effet d'incitation est l'effet de barrière (ou démarcation) selon lequel les questions européennes contribuent à créer une démarcation entre partis de gouvernement et partis protestataires. Habituellement, l'effet de barrière implique une stigmatisation des partis protestataires qui se voient attribuer l'étiquette « eurosceptique ». Dans le cas présent, la directive Bolkestein a été associée avec tant de succès à un néo-libéralisme radical que l'effet de barrière a été inversé : les partis radicaux se sont affirmés comme les « vrais opposants » à « l'Europe néo-libérale » incarnée par Bolkestein face à l'opposition molle de l'état-major du PS. M. G. Buffet a théorisé une nouvelle configuration des clivages au sein du paysage politique français dans laquelle l'opposition à l'intégration européenne « néo-libérale » serait un marqueur d'appartenance à la gauche³⁷. Ainsi, seuls les opposants au Traité constitutionnel sont « vraiment de gauche » et partant, légitimes pour mobiliser contre la directive services. Quant aux « ouïstes » dénonçant la directive services, ils ont été raillés et taxés d'incohérence. Aux vus de la mobilisation assez tardive de l'état-major du PS sur cette question, le recoupement entre les deux sujets était délicate à gérer³⁸. Cet effet de barrière utilisé, dans une certaine mesure, par le PC (il en va de même pour la LCR) s'accompagne d'une stratégie de renouveau fondée explicitement sur l'alliance avec les syndicats et la « société civile », acteurs qui sont pour la plupart très critiques vis-à-vis de la politique menée par la gauche de gouvernement. Ainsi, le *modus operandi* du « collectif unitaire » a largement été promu par le PC, qui a partagé ses ressources (argent, locaux, implantation locale, mais aussi temps de parole à la télévision dans la campagne référendaire officielle) avec les autres acteurs de la

³⁴ Bell S. D. and Criddle, B. (1994) «The French socialist Party : presidentialised factionalism », in Bell, S. D. and Shaw, E. (eds) *Conflict and cohesion in Western European Social Democratic Parties*, Pinter, New York: St Martin's Press, pp. 112-132; Clift, B. (2003) *France Socialism in a Global Era*. New York, London: Continuum; Cole A. (1989) « Factionalism, the French Socialist Party and the Fifth Republic: an explanation of intra-party divisions », *European Journal of Political Research*, 17: 77-94.

³⁵ Bergounioux, A. (1996) « Les fragilités du Parti socialiste français », in Lazar M., *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen.*, Paris : PUF, pp. 237-262.

³⁶ « Penser qu'il puisse y avoir une refondation sans une fraction de la social-démocratie, c'est totalement illusoire », entretien avec C. Debons.

³⁷ « Le non pousse sa force à gauche », *L'Humanité*, 22.03.2005.

³⁸ « Nouvelle épine dans le pied de F. Hollande », *L'Humanité*, 20.01.2005 ; « Bolkestein, un épine dans le pied du oui », *L'Humanité*, 03.02.2005.

« gauche anti-libérale » afin de s'inscrire dans un cadre lui permettant de renouveler son image, mais aussi de son capital humain et électoral en déclin³⁹. Si le PC peut s'appuyer, grâce à une alliance avec les républicains, sur un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, les élections européennes de 2004 ne lui ont apporté que 2 sièges, alors que celles-ci sont souvent considérées comme favorables aux partis radicaux⁴⁰. En raison de son profil historique et de sa participation à certains gouvernements avec le PS, le PC n'est pas considéré comme un parti « d'extrême gauche ». On peut donc le définir comme un parti jouissant d'une légitimité historique et institutionnelle importante, mais connaissant un déclin électoral flagrant. L'orientation stratégique qu'il poursuit se fonde sur le pluralisme idéologique⁴¹, le soutien visible aux syndicats⁴² et aux « mouvements sociaux »⁴³ ainsi que sur l'adoption des cadres discursifs formulés par le mouvement altermondialiste⁴⁴. Cependant, le PC est, sur ce terrain, en compétition avec la LCR, qui incarne mieux que le PC la « nouvelle gauche critique ». D'ailleurs, O. Besancenot a refusé de s'effacer derrière une candidature unique de M. G. Buffet dans l'élection présidentielle de 2007.

2. Directive Bolkestein et émergence du *Linkspartei* en Allemagne

2.1 Une mobilisation venue du Parlement européen

En raison de la différence d'opportunités, la publicisation de la directive services fut beaucoup moins importante en Allemagne, puisque l'absence de référendum sur le Traité constitutionnel ne réservait pas une audience particulière aux questions européennes. En Par ailleurs, la période 2004-2006 correspond à la phase de rapprochement du *Partei des demokratischen Sozialismus* (PDS) avec la *Wahlalternative für Arbeit und soziale Gerechtigkeit* (WASG), une nouvelle entité fondée par des syndicalistes, activistes de gauche et déçus du SPD. La fusion progressive de ces deux entités a abouti à l'émergence du *Linkspartei* (parti de gauche) connu aussi sous l'appellation de *die Linke* (la Gauche). Le niveau général de mobilisation de la gauche « eurosceptique » allemande, tel qu'il a pu se refléter dans la presse proche du nouveau *Linkspartei* a été évalué à travers l'examen du journal *Neues Deutschland* (annexe 2), ancien journal officiel du régime en RDA et qui est encore aujourd'hui l'organe de presse le plus proches des post-communistes du PDS. L'analyse révèle un niveau de couverture relativement bas de la « directive Bolkestein », plus sporadique que continu avec souvent seulement un ou deux articles dans le mois. Trois pics peuvent être observés : au printemps 2005, cela est essentiellement lié au contexte français ;

³⁹ « Au regard de toutes les choses qui ont bougé dans la société française depuis 1958, le PC est un objet mort, qui reste une force, mais vieillissante et qui va être victime de la biologie. Le PC ne peut pas prétendre unir la gauche critique qui (...) émane d'expériences auxquelles le PC était principalement extérieur » entretien avec C. Debons.

⁴⁰ En effet, les élections européennes de 2004 ont, de manière générale, confirmé le modèle de la « second order election » théorisé par Reif et Schmidt, avec un intérêt faible pour l'élection, une abstention massive, l'expression d'un fort mécontentement (« vote sanction ») envers les partis de gouvernement. Ainsi, elles durent globalement favorable aux petits partis : P. Delwit et P. Poirier parlent même d'une « vague eurosceptique ». Cependant, cela ne s'applique pas à la gauche française puisque le PS réalisa meilleure performance depuis 1979 avec 28.9% des voix tandis que le PC n'attint que 5.2%. Cf Delwit, Pascal et Poirier, Philippe (2005) «Parlement puissant, électeurs absents, les élections européennes de juin 2004», in Delwit, Pascal and Poirier, Philippe (eds) *Parlement puissant, électeurs absents, les élections européennes de juin 2004*, Editions de l'ULB, Bruxelles.

⁴¹ « Rebelles pour une autre Europe », *L'Humanité*, 16.04.2005.

⁴² « Solidarité avec les travailleurs polonais de Porcheville », *L'Humanité*, 15.02.2006.

⁴³ « Quand les luttes rencontrent la politique », *L'Humanité*, 17.10.2005.

⁴⁴ Le slogan de campagne du PC « L'Europe, oui, mais pas celle-là! » fait largement écho au slogan d'Attac: «un autre monde /une autre Europe est possible», voir aussi «Des alters combatifs» *L'Humanité*, 21.03.2005.

en octobre et novembre 2005, le journal fait écho aux critiques émanant des syndicats autour du vote en Commission pour le marché intérieur (IMCO) du PE ; et en janvier et février 2006, la mobilisation est à son comble avec les appels à manifester à Berlin et Strasbourg afin d'exercer une pression sur les députés européens pour le vote en première lecture. En ce qui concerne les acteurs politiques, le leadership politique n'étant pas aussi clairement établi qu'en France, plusieurs personnes furent prises en compte. D'une part Oscar Lafontaine, ancien chef du SPD et nouvelle figure de proue de la WASG, et Gregor Gysi, réformateur du parti unique de RDA et leader du PDS, furent tous deux considérés puisqu'ils formèrent rapidement de duo de tête de la nouvelle « Gauche » allemande⁴⁵ ; d'autre part, tous les eurodéputés du PDS furent pris en compte. Un autre journal, moins proche du PDS et plus lié aux « mouvements sociaux », le *Tageszeitung (Taz)*, fut également exploré et montre des résultats similaires. L'utilisation du thème par les leaders nationaux (Lafontaine et Gysi) est très faible, voire nulle pour ce dernier, et ceci bien qu'O. Lafontaine avait abordé le thème des travailleurs étrangers pendant la campagne pour les élections au Bundestag de 2005. Cela lui avait d'ailleurs valu d'être traité de xénophobe et de populiste avait soulevé des critiques y compris dans son propre camp⁴⁶, ce qui explique peut-être que le thème de la directive service (et le fameux principe du pays d'origine), visiblement sujet à des « dérapages » dangereux, furent mis en sourdine par la suite.

Comme dans le cas français, bien que les acteurs aient affirmé le contraire, peu de preuves montrant que « Bolkestein » fut un thème de mobilisation significatif dans la campagne du PDS pour les élections européennes de 2004 purent être trouvées⁴⁷. Il est donc intéressant de noter à quel point une mobilisation précoce contre la directive service est devenu un véritable enjeu de légitimité pour les acteurs de gauche aujourd'hui. En revanche, on peut observer que les lois « Hartz IV » liées à l'Agenda 2010 furent le thème central de la campagne⁴⁸. La mobilisation relativement faible au sein de la sphère publique est aussi due au fait qu'aucune relation claire n'a pu être établie entre le sujet central pour l'opinion allemande à ce moment-là, l'Agenda 2010 et les lois « Hartz IV », et la directive, bien que des liens aient pu être établis de manière sporadique⁴⁹. Quant au Traité constitutionnel, si la ratification parlementaire ne favorisait pas un large débat public comme en France, le PDS n'était pas unanime sur la question, ce qui en faisait un objet de mobilisation problématique. Tandis que le parti s'est officiellement déclaré contre le Traité lors de son congrès à Potsdam en octobre 2004, l'eurodéputée Sylvia-Yvonne Kaufmann, alors vice-présidente du groupe GUE/NGL, se positionna en faveur du Traité et ceci de manière visible en réclamant de la gauche qu'elle se distingue des eurosceptiques nationalistes⁵⁰. En outre, les représentants du PDS au sein dans les Länder dirigés par une coalition « rouge-rouge » (c'est-à-dire avec le SPD) ne purent

⁴⁵ Felix Butzlaff (2007) "Als David gegen die Goliaths? Der Wahlkampf der Linkspartei zwischen Protest und Initiative" in Tim Spier, Felix Butzlaff, Matthias Micus and Franz Walter (eds) *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, p. 251.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 255.

⁴⁷ A l'instar de F. Wurtz, S. Wagenknecht prétend que le sujet était très présent dans la campagne, cependant, et contrairement à ce qu'elle soutient, aucune mention n'est faite de la proposition de directive dans le programme de campagne du PDS daté du mois d'avril 2004, soit 4 mois après l'adoption de la proposition de directive par la Commission ("Miteinander für eine andere Politik. Konzeption für den Europawahlkampf der PDS 2004", 07.04.2004). Aucune mention de la directive ne put non plus être trouvée dans tous les documents de campagne archives sur le site web du *Linkspartei*.

⁴⁸ "Nicht auf Basis der Agenda 2010. Die deutschen Gewerkschaften nach dem Aktionstag am 3. April 2004"; "PDS-Politik, das war und ist Widerstand gegen den Agenda 2010 und gegen die „Hartz-Gesetze“" <http://archiv2007.sozialisten.de>. Aussi, entretien avec S. Wagenknecht, Mars 2008.

⁴⁹ Par exemple "sozial Abbau" qui se réfère aux réformes de l'Etat social, voir aussi "Die Agenda 2010 der Europäischen Union", *Neues Deutschland*, 19.03.2005.

⁵⁰ „Die Linke muss ihr Verhältnis zur EU klären“, Interview für die *Tageszeitung*, 21.06.2007.

s'exprimer formellement contre le Traité lors du vote au Bundesrat⁵¹ sous peine de déclencher une crise au sein des coalitions⁵². Ainsi, l'opposition frontale au Traité a été fortement entravée qui a également compromis une association efficace Traité-Bolkestein telle qu'elle a pu être utilisée dans le débat français.

La gauche radicale allemande fut plus active dans l'arène parlementaire après l'élection du Bundestag à l'automne 2005, où *die Linke* remporta 8.7% des voix⁵³ et entra au Bundestag avec un groupe parlementaire (*Fraktion*) fort de 53 députés. C'est Ursula Lötzer, membre de la Commission pour la politique économique et la technologie, qui fut en charge du dossier en tant que Rapporteuse. Elle publia 16 communiqués de presse de novembre 2005 à novembre 2006, fit deux interventions en plénière, initia une « grande question »⁵⁴ deux « petites questions »⁵⁵ au gouvernement fédéral et déposa une proposition de motion⁵⁶. En outre, elle organisa, au nom de la *Fraktion*, une audition publique dédiée à la directive services le 21 mars 2006. Cette conférence rassembla des députés européens et nationaux, des représentants syndicaux et de la « société civile » : tous furent critiques vis-à-vis du texte⁵⁷. Ensuite, elle déposa en juin 2006, une motion⁵⁸ demandant officiellement l'organisation d'une audition publique, au nom de la Commission pour la politique économique et la technologie du Bundestag. Cela fut fait le 16 octobre 2006. Cette fois, les avis sur le compromis final furent plus mitigés, étant donné que des représentants de l'industrie allemande furent également invités, tandis que les syndicats se montrèrent très sceptiques⁵⁹. Globalement, la plupart des initiatives au sein du Bundestag furent prises à un stade très avancé de la procédure de co-décision, où la position du gouvernement fédéral comme le compromis scellé au niveau européen ne pouvaient plus être influencés. La mobilisation du *Linkspartei* dans l'arène parlementaire était donc davantage orientée vers la sphère nationale et reflète la volonté du nouveau parti de s'imposer d'emblée comme un acteur dynamique et légitime au Bundestag.

En dehors du Bundestag, la mobilisation contre "Bolkestein" a été principalement le résultat de l'action des eurodéputés du parti qui s'efforcèrent de stimuler un débat public sur la question, débat qui fut, comme nous l'avons vu précédemment, assez faible et tardif⁶⁰. Parmi les députés européens, Sarah Wagenknecht est particulièrement présente en raison de sa nomination comme rapporteuse de la Commission des affaires économiques et monétaires du PE. Elle contribua, déjà à la fin 2004, à dénoncer la directive comme une manifestation

⁵¹ Le land de Mecklenburg-Vorpommern s'abstint tandis que le Land der Berlin vota en faveur du Traité.

⁵² „Rot-roter Krise an der Ostsee“, *Spiegel online*, 24.05.2005.

⁵³ Il bénéficia des pertes massives de voix du SPD. Tandis que beaucoup annonçaient le déclin du PDS, ce regain fut une surprise qui créa les conditions de changements importants au sein du système politique allemand Cf Segert, Dieter "Le nouveau Parti de gauche en Allemagne: une gauche si extrême ? », Note du Cerfa 33, mai 2006, p 7.

⁵⁴ „Haltung der Bundesregierung zur Europäischen Dienstleistungsrichtlinie“, Grosse Anfrage, Bundestagsdrucksache 16/136, 29.11.2005.

⁵⁵ „Position der Bundesregierung zur EU-Dienstleistungsrichtlinie im Rat der Europäischen Union“, kleine Anfrage, Bundestagsdrucksache 16/863, 06.03.2006; „Änderungen an der Dienstleistungsrichtlinie im Rat für Wettbewerbsfähigkeit am 29./30. Mai 2006“, kleine Anfrage, Bundestagsdrucksache 16/1826, 14.06.2006.

⁵⁶ „EU-Dienstleistungsrichtlinie ablehnen“, Antrag der Fraktion Die Linke, Drucksache 16/394, 18.01.2006.

⁵⁷ Outre les députés Ulla Lötzer et Diether Dehm, et les eurodéputés Sarah Wagenknecht, les participants appartenaient à diverses organisations: les syndicats IG-Bau, Ver.di, GEW, Attac, une association de protection des consommateurs, la Fédération des villes et communes allemandes, une organisation religieuse et l'Université de Brême.

⁵⁸ „Durchführung einer öffentlichen Anhörung im Ausschuss für Wirtschaft und Technologie zu BT-Drucksachen 16/394 und 16/373“, Antrag der Abgeordneten der Fraktion Die Linke im Ausschuss für Wirtschaft und Technologie, Ausschussdrucksache 16(9)158, 06.06.2006.

⁵⁹ „Lob und Kritik für die EU-Dienstleistungsrichtlinie“, Heute im Bundestag, 16.10.2006.

⁶⁰ Entretien avec H. Markov, MeP, GUE/NGL, Bruxelles, Février 2008.

flagrante de l'orientation néo-libérale de l'UE, avec par exemple deux tribunes dans *Neues Deutschland* intitulées respectivement «Le club du dogme du marché»⁶¹ et «Le groupe SPD cède sur la question de la protection des services publics»⁶². Par la suite, elle fit des déclarations commentant chaque étape importante de la procédure législative. En fait, parmi les 7 eurodéputés du *Linkspartei*, 4 se sont montrés très engagés sur le dossier puisque Helmut Markov, André Brie, et Gabi Zimmer se sont également efforcés de mobiliser contre la « directive Bolkestein ». Contrairement au cas français, il y a des raisons de penser que la couverture par les médias ne reflète pas entièrement la nature et l'ampleur de la mobilisation du *Linkspartei* sur la question. Selon les eurodéputés interrogés, leur action a consisté à susciter le débat au sein de cercles concentriques, en participant à de nombreuses réunions et conférences d'abord avec les représentants des organes régionaux et locaux du parti, ensuite avec les syndicats, les chambres de commerce, les organisations professionnelles⁶³, etc, c'est-à-dire au sein d'un public d'acteurs « informés » avant de s'adresser à l'opinion allemande toute entière. Or, ces réunions à l'audience restreinte ne furent pas nécessairement couvertes par la presse nationale⁶⁴. Cependant, l'action directe sur le terrain ne suscita guère plus d'écho dans les médias. Par exemple, l'opération de protestation organisée par Attac lors de la venue de F. Bolkestein à Berlin en octobre 2004, à laquelle S. Wagenknecht prit part, n'attira pas beaucoup l'attention des médias⁶⁵. Même au plus fort de la mobilisation lors de la manifestation de février 2006, la couverture médiatique fut modeste⁶⁶.

Au niveau européen, les députés de *Linkspartei* se sont montrés particulièrement actifs. Contrairement aux français, ils ont atteint un haut niveau de mobilisation et de communication sur la question au nom de la délégation allemande, en dehors des actions menées par le groupe GUE/NGL lui-même. C'est ce qu'il ressort de l'examen exhaustif des archives du site web de la délégation⁶⁷. Parmi les 62 items publiés par la délégation (communiqués des presse, discours en plénière, articles dans *Europa rot*, le journal de la délégation, etc), S. Wagenknecht est celle qui en publie le plus (26)⁶⁸, tandis que les discours lors des sessions du Parlement sont répartis de manière plus homogène. Contrairement à ce que l'on observe en France, la mobilisation des eurodéputés dans les enceintes européennes commence relativement tôt avec un communiqué de presse par André Brie⁶⁹ (qui avait été élu député du PDS en 2002) dès le mois de janvier 2004. Chaque développement de la procédure est suivi de près.

⁶¹ Traduit par l'auteur: „Klub der Marktdogmatik“, von Sarah Wagenknecht, *Neues Deutschland*, 29.10.2004.

⁶² Traduit par l'auteur «EP-Fraktion der SPD kippt um beim Schutz der Daseinsvorsorge», *Neues Deutschland*, 15.09.2006.

⁶³ Entretien avec S. Wagenknecht, H. Markov, et B. Schneider.

⁶⁴ Entretiens avec H. Markov et S. Wagenknecht.

⁶⁵ Cet événement ne fut mentionné ni dans *Neues Deutschland*, ni dans le *Tageszeitung*, qui publia ce jour-là un article sur le Forum social européen de Londres „EU-Kommissar Bolkestein heute zu Vortrag in Berlin – Sarah Wagenknecht nimmt an Protestaktion teil“, 18.10.2004, www.dielinke.europa.eu

⁶⁶ Seulement un article dans le *Tageszeitung*. Lorsque l'on regarde la couverture par le *Berliner Zeitung*, d'orientation plutôt social-démocrate, il est frappant de constater que cette manifestation n'en était qu'une parmi d'autres: les événements liés à l'affaire des caricatures de Mahomet dans la presse danoise ont occupé le devant de la scène médiatique avec des articles sur les réactions à Berlin (manifestation devant l'ambassade du Danemark et appel à la manifestation par les organisations musulmanes turques le jour suivant).

⁶⁷ A cet égard, le fait que la délégation française n'ait pas de site web propre (et donc les données ne sont pas disponibles) est assez significatif. Bien entendu, cela s'explique par le fait que la délégation n'est composée que de deux députés dont F. Wurtz, Président du groupe.

⁶⁸ Kaufmann : 10 ; Zimmer : 10 ; Markov : 5 ; Brie : 5.

⁶⁹ „Einseitige Parteinahme : Neue EU-Dienstleistungsrichtlinie ist Freibrief für Unternehmen. Qualitäts-, Sicherheits- und Preisstandards gefährdet“, 30.01.2004, www.dielinke.europa.eu

2.2 L'effet d'incitation sur fond de compétition électorale

Deux phases peuvent être distinguées dans les relations entre le SPD et le *Linkspartei* sur la directive services, qui sont délimités par les élections du Bundestag de septembre 2005. En fait, peu d'éléments témoignent de contacts directs entre les deux partis sur cette question. Dans la première période, le SPD était divisé sur la question et par conséquent aucune position claire ne fut exprimée avant le printemps 2005. La querelle opposait le Ministre de l'économie Wolfgang Clement, qui voyait dans la directive un moyen de stimuler les exportations et donc la croissance allemande⁷⁰, à la *Fraktion* SPD au Bundestag, qui considérait la proposition de la Commission comme une menace pour le niveau des salaires et les services publics. L'opposition était d'autant plus marquée que ce fut Sigrud Skarpelis-Sperk, représentante de l'aile gauche du parti, qui fut nommée rapporteure en charge du dossier⁷¹. Le Chancelier Schröder hésita longtemps avant de trancher par une sorte de «troisième voie», et de fait, la position allemande demeura, à bien des égards, assez ambivalente⁷². Sur le plan discursif cependant, G. Schröder relayait dans une large mesure les craintes de «dumping social» (plus exactement de dumping salarial – *Lohndumping* en allemand)⁷³ et appela la Commission à modifier sa proposition de manière substantielle. Bien que certains membres du SPD, par exemple à la gauche du SPD, ont exprimé des positions similaires⁷⁴, il n'y eut aucune coopération directe avec *die Linke* au niveau national. Il n'en alla pas tout à fait de même au niveau européen, puisque les deux rapporteurs allemands, S. Wagenknecht et E. Gebhardt, furent en contact notamment au sein du groupe de travail établi par la cette dernière. Ainsi, jusqu'à la fin 2005, leurs positions respectives furent assez proches⁷⁵. Le vote décisif en Commission du marché intérieur (IMCO) intervint en novembre 2005, c'est-à-dire dans la phase post élections en Allemagne. L'effet d'incitation se traduit alors par le fait que, gouvernant au sein de la grande coalition avec le CDU, le SPD se saisit de la «directive Bolkestein» pour aiguïser son profil social-démocrate : en février 2006, le chef du SPD appela par exemple à manifester contre la directive. De toute évidence, face aux mobilisations syndicales, le SPD ne voulait pas laisser le terrain entier au *Linkspartei*⁷⁶.

Ainsi, l'effet d'incitation se manifeste à travers une rivalité plus que par une convergence entre les deux partis, comme c'est le cas en France. Cela s'explique par la forte démarcation historique entre les sociaux-démocrates et les (post)communistes en Allemagne. Ces derniers sont fortement stigmatisés car ils sont les héritiers du parti communiste de RDA, le SED. Cependant, dans l'Est du pays, le PDS est demeuré un acteur central, avec qui le SPD a dû gouverner en coalition dans certains Länder. Il demeurait cependant un parti régional et avec seulement 4.3% des voix aux élections au Bundestag de 2002, il ne put maintenir un groupe parlementaire et n'obtint que 2 sièges grâce aux voix directes. L'alliance du PDS avec la WASG a ainsi permis à la gauche radicale de prendre de pied à l'Ouest, ce qui fait du

⁷⁰ „Stellungnahme zu Auswirkungen des Entwurfes einer Richtlinie über Dienstleistungen im Binnenmarkt in einigen Bereichen“, BMWa (Ministère fédéral de l'économie et du travail), 09.12.2004; Discours du Ministre W. Clement, session extra-ordinaire du groupe de travail du SPD pour l'économie et le travail, 09.11.2004.

⁷¹ „EU-Dienstleistungsrichtlinie. Vorschlag der Kommission für eine Richtlinie über Dienstleistungen im Binnenmarkt“, S. Skarpelis-Sperk, Groupe de travail pour l'économie et le travail du SPD, Bundestag, document interne, 18.10.2004.

⁷² Tandis que G. Schröder critiquait la directive publiquement, l'Allemagne se garda d'exprimer toute position officielle avant que la Commission ne publie sa proposition de directive modifiée en avril 2005, refusant ainsi toute opposition frontale avec la Commission sur la première version de la directive. cf “Keine deutsche Stellungnahme?”, *Der Spiegel*, 14.03.2005.

⁷³ “Schröders Protektionismus bei der EU”, *Der Spiegel*, 15.02.2005.

⁷⁴ Entretien avec S. Wagenknecht.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ „Protest nach Plan“, *Der Spiegel*, 06.02.2006.

Linkspartei une réelle menace pour le SPD. L'émergence de la WASG et du *Linkspartei* s'est en fait appuyé sur les protestations massives contre l'Agenda 2010. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le PDS a concentré ses critiques et ses efforts de mobilisation sur l'Agenda 2010, le paquet de réformes libérales du marché du travail mis en œuvre par le Chancelier Schröder qui furent au centre des deux campagnes électorales de 2004 et 2005. Tandis que le PDS put capitaliser sur la contestation et gagner 7 sièges aux élections européennes de 2004, des dissidents du SPD refusant la politique de G. Schröder, des syndicalistes et activistes divers de la gauche radicale fondèrent la WASG (provoquant une « mini » scission du SPD). Cependant, le nouveau parti⁷⁷ demeure isolé et largement considéré, au sein des communautés politique mais aussi académique allemandes, comme un parti populiste et eurosceptique⁷⁸. La récente querelle au sein du SPD relative à la coopération avec *die Linke* dans le Land de Hessen⁷⁹ démontre à quel point les relations avec la gauche non social-démocrate sont encore taboues et problématiques. Cette démarcation du SPD avec son environnement sur sa gauche est par ailleurs amplifiée par les rouages institutionnels de la République fédérale ; contrairement au système de partis français, le paysage politique allemand se caractérise par une convergence vers le centre plutôt qu'une polarisation gauche/droite⁸⁰. En outre, la position pro-européenne du SPD représente un élément fondamental de son identité programmatique depuis les années 1950⁸¹. Cela implique une tolérance très limitée face aux critiques de l'Europe qui sont contenues au débat interne. Ainsi, on constate que l'effet d'incitation se traduit par une externalisation des éléments les plus critiques vers l'extérieur du parti à sa gauche, ce qui affaiblit l'aile gauche du parti, même si l'Europe peut également devenir, dans le cas où l'objet de contestation devient légitime, un terrain de compétition entre les deux partis.

2.3 Effet de barrière et stratégie de renouveau

Tandis que l'effet de barrière a été traditionnellement plutôt subi par le PDS, la ligne ambiguë des sociaux-démocrates a été prise pour cible par le *Linkspartei*, désireux de s'accaparer entièrement le potentiel de légitimité et de mobilisation lié à la résistance à la « directive Bolkestein ». A partir des élections de 2005, U. Lötzer ne cessa de dénoncer l'accord entre SPD et CDU sur cette question⁸². De même, S. Wagenknecht et O. Lafontaine dénoncèrent le double jeu du SPD aux niveaux national et européen lorsque, par exemple, le chef du SPD M. Platzeck appela à manifester contre le compromis établi au niveau européen par le social-démocrate allemand M. Schultz, président du groupe PSE, avec les démocrates-chrétiens du PPE⁸³. Ainsi, tandis que l'opposition à la directive avait un clair effet d'incitation sur le SPD, *die Linke* usa simultanément de l'effet de barrière en adoptant une ligne bien plus offensive consistant à faire le parallèle entre la grande coalition en Allemagne et l'alliance PSE-PPE au

⁷⁷ The actual fusion process into a single party occurred in the summer 2007.

⁷⁸ Walter, Franz (2005) "Die Linkspartei zwischen Populismus und Konservatismus; Ein Essay über „Vergreisung als Chance“" in Spier, Felix, Butzlaff, Felix, Micus, Matthias, Walter, Franz (eds.) *Die Linkspartei. Zeitgemässe Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.

⁷⁹ De nombreux membres du SPD se sont opposés à ce que Andrea Ypsilanti soit élue Ministre-présidente avec le soutien du *Linkspartei*, tandis que le Président du Parti, Kurt Beck, avait soutenu, dans un premier temps, cette démarche, sans toutefois en discuter avec l'état-major du parti.

⁸⁰ Niedermayer, Oskar (2002) "Nach der Vereinigung. Der Trend zum fluiden Fünfparteiensystem", in Babriel, Oscar W., Niedermayer, Oskar, Stöss, Richard (eds) *Parteiendemokratie in Deutschland*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 107-127; also Lees, Charles „Dark matter“: Institutional Constraints and the Failure of Party-based Euroscepticism in Germany“, *Political Studies*, Vol. 50, 244-267.

⁸¹ Evolution entérinée lors du fameux congrès de Bad Godesberg en 1959.

⁸² „Ulla Lötzer kritisiert EU-Dienstleistungsrichtlinie“, press release, 24.11.2005, www.linksfraktion.de

⁸³ „Protest notwendiger denn je – Fauler Kompromiss bei der Dienstleistungsrichtlinie“ von Sarah Wagenknecht and O. Lafontaine, 09.02.2006 www.dielinke-europa.eu

Parlement européen. Le SPD et PSE furent ainsi accusés d'appartenir la « grande coalition des imposteurs »⁸⁴ et de trahison envers les syndicats et « mouvements sociaux », tandis que la gauche radicale était leur unique allié fiable⁸⁵, la seule voix s'élevant au Bundestag contre le néo-libéralisme⁸⁶.

Comme dans le cas français, la stratégie de renouveau de la gauche radicale passe avant tout par une alliance avec les forces de gauche non partisans. Le *Linkspartei* profita de la crise des relations (historiquement fortes et institutionnalisées) entre le SPD et les syndicats réunis dans le *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB) en raison de l'Agenda 2010. En effet, les mesures de dérégulation du marché du travail ont suscité de vives critiques de la part de tous les syndicats, y compris du fidèle allié du SPD, le chef du DGB ; Michael Sommer. Les syndicats, groupes divers de la gauche radicale, des associations de chômeurs, Attac, etc ont organisé des manifestations ayant réuni jusqu'à 500 000 personnes⁸⁷. Tandis que le SPD est resté sourd aux protestations, le PDS a activement supporté le mouvement, tandis que c'est de ce mouvement même que le WASG a émergé. En conséquence, « les syndicats ont commencé à changer de manière passive et active leurs options stratégiques et à s'orienter plus résolument vers des alliances extra-parlementaires comme par exemple une plus grande coopération avec Attac ou une plus grande ouverture sur la gauche »⁸⁸. Ainsi, l'alliance avec les syndicats et les « mouvements sociaux »⁸⁹ en opposition une coalition rouge-verte libérale est inscrite dans le code génétique du *Linkspartei*. A partir de 2005, il s'est conçu comme la voix, à l'intérieur de l'enceinte parlementaire, de la constellation de gauche dans son ensemble⁹⁰. Comme dans le cas français, cela implique une réorientation discursive vers les cadres cognitifs issus de l'altermondialisme, le WASG étant d'ailleurs largement composé de militants d'Attac (comme l'eurodéputé Tobias Pflüger)⁹¹. En ce qui concerne la « directive Bolkestein », les efforts du *Linkspartei*, au niveau allemand et européen, ont visé la mise en réseau de tous les acteurs de gauche critiques envers l'orientation actuelle de l'intégration

⁸⁴ „EU-Dienstleistungsrichtlinie: Grosse Koalition der Schwindler“ von G. Zimmer, press release, 14.11.2006; „Verrat an sozialem Europa“ (Trahison de l'Europe sociale), S. Wagenknecht, 15.11.2006 www.dielinke-europa.eu

⁸⁵ Traduit de l'allemand par l'auteur: „EU-Dienstleistungsrichtlinie : Grosse Koalition der Schwindler“, G. Zimmer, 14.11.2006.

⁸⁶ „Die sozial-historische Bruchlinie Neoliberalismus vs. Soziale Verantwortung findet in der Differenz zwischen neoliberaler Konsens aller anderen Bundestagsparteien und der Linkspartei ihren politischen Ausdruck“ (la ligne de conflit historique entre néo-libéralisme et responsabilité sociale trouve son expression politique dans la différence entre le *Linkspartei* et le consensus néo-libéral parmi tous les autres partis au Bundestag): Zwerenz, Gerhardt (2005) „Linkspartei in Deutschland – Chancen und Probleme“, in Maurer, Ulrich and Modrow Hans (eds) *Überholt wird links. Was kann, was will, was soll die Linkspartei?*, Edition Ost, Berlin, p. 61.

⁸⁷ Le sentiment était très fort parmi les syndicats que le gouvernement menait les réformes contre eux. Seulement 2 représentants syndicaux furent inclus dans la Commission Hartz, ce qui rompit la tradition tri-latérale qui caractérisait jusqu'alors les politiques de marché du travail en Allemagne cf Nachtwey, Oliver and Spier, Tim “Günstige Gelegenheit? Die sozialen und politischen Entstehungshintergründe der Linkspartei”, in Spier, Felix, Butzlaff, Felix, Micus, Matthias, Walter, Franz (eds.), *op. cit.*, p. 61-62.

⁸⁸ Traduit par l'auteur: *Ibid.*, 64.

⁸⁹ Michaël Brie (2005) „Bürgerinnen und Bürger auf der Suche nach Alternativen“, in Michael Brie (ed), *Die Linkspartei. Uhrsprünge, Ziele, Erwartungen*. Karl Dietz Verlag, Berlin, 9-16;

⁹⁰ Modrow, Hans (2005) „Vorwort“, in Maurer, Ulrich and Modrow, Hans, *op.cit.*, p. 13; Vogel, Peter, Kloth, Hans and von Schack, Monika (2005) *Die Linkspartei – Rotgesagte leben länger. Eine Erfolgsstory – Verändert eine Partei die Republik?*, Mole-Verlag, Hamburg, p. 26.

⁹¹ Par exemple : Helge Meves, „Die Wahlalternative – Eine andere Politik ist möglich“ (L'alternative électorale – une autre politique est possible), in Michael Brie (ed), *op. cit.*, 24-29.

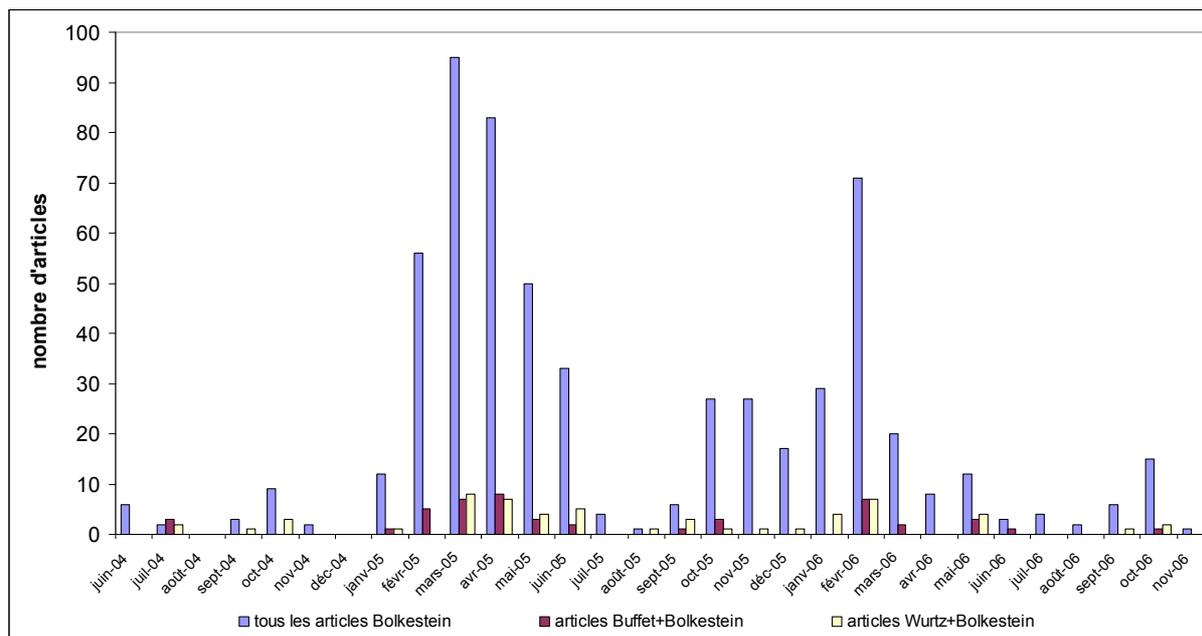
européenne à travers l'initiative « *Europa von unten* » (l'Europe d'en-bas)⁹² visant à pérenniser les structures de mobilisations entre sphère parlementaire et extra-parlementaire.

Conclusions

Le cas de la « directive Bolkestein » nous a permis de voir comment les partis de la gauche dite « eurosceptique » peuvent utiliser les ressources européennes et ce que cela révèle de leurs relations avec les partis de « la gauche de gouvernement ». Contrairement à une thèse très présente dans la littérature sur l'euroscepticisme, les questions européennes n'ont pas uniquement pour effet de marquer une distinction entre gauche radicale eurosceptique et gauche pro-européenne de gouvernement. Dans le cas qui nous intéresse, on observe à la fois un fort effet d'incitation et un effet de barrière qui, à partir du moment où l'enjeu devient un objet légitime de contestation, est employé davantage par les parti radicaux, l'utilisation de l'étiquette « eurosceptique » étant alors limitée. A cet égard, on observe donc des dynamiques semblables dans les deux pays. En revanche, les modalités des effets d'incitation ou de barrière sont fortement déterminées par les contextes nationaux. D'abord, l'ampleur de la mobilisation sur une question spécifique est fonction de l'agenda politique et médiatique national, ainsi que de la répartition des mandats et des différentes fonctions occupées dans le parti dans les sphères nationale et européenne. Dans le cas français, le lien entre politique nationale et européenne était assuré par F. Wurtz et les questions européennes extrêmement présentes, même si elles ont été souvent invoquées dans un contexte focalisé sur l'enjeu national de la « refondation » de la gauche radicale française. En Allemagne, la mobilisation a été à la fois faible et tardive, surtout stimulée par les députés européens. Au regard des relations entre gauche « eurosceptique » et gauche *mainstream*, l'Allemagne et la France constituent des « *most different case studies* ». Tandis que le contexte allemand est fortement marqué par la rupture historique entre sociaux-démocrates et communistes, les « relais » entre le PS et le PS en France peuvent se montrer particulièrement efficaces, comme ce fut le cas dans les années 2004-2006. Enfin, malgré des passés historiques radicalement différents, le PC et le *Linkspartei* sont engagés dans des stratégies de renouveau et de légitimation extrêmement semblables, qui reposent sur l'alliance avec les acteurs extra-parlementaires. Cette tendance est renforcée par une intégration « par le haut » de ces acteurs avec des activités de mise en réseau à l'échelle européenne. Finalement, si les questions européennes sont bien un révélateur de dynamiques nationales, leurs effets ne sont pas univoques. En des temps de fort dissensus sur l'orientation de l'Union européenne, les questions économiques et sociales européennes amplifient les dilemmes idéologiques à laquelle les gauches européennes sont confrontées en participant à des dynamiques stratégiques complexes.

also "Zimmer begrüßt Attac-Vorschlag für Allianz gegen neo-liberale Politik", communiqué de presse, G. Zimmer, 18.09.2006, www.dielinke-europa.eu

Annexe 1 : Couverture de la directive services par *L'Humanité*



Annexe 2 : Couverture de la directive services par *Neues Deutschland*

